



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2024
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2024

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation citoyenne concernant une demande de patrouille de police à Eden City.

Interpellatie van het publiek over de vraag om een politiepatrouille in Eden City.

.

4 annexes / 4 bijlagen

2 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

3 annexes / 3 bijlagen

3 Affaires générales - Conseil communal - Démission d'un membre .

LE CONSEIL,

Considérant que Monsieur Boodts Emmanuel a présenté sa démission en qualité de membre du conseil communal le 12 mars 2024 ;

ARRETE :

De la démission de Monsieur Boodts Emmanuel en qualité de membre du conseil communal en date du 12 mars 2024.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid .

DE RAAD,

Overwegende dat de heer Boodts Emmanuel zijn ontsalg heeft ingediend als gemeenteraadslid op 12

maart 2024;

NEEMT KENNIS VAN,

Het ontslag van de heer Boodts Emmanuel in de hoedanigheid van gemeenteraadslid op datum van 12 maart 2024.

4 **Affaires générales - Elections du 9 juin 2024 - Règlement relatif aux conditions d'affichage sur les panneaux électoraux - Revu.**

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 26 mars 2019;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu l'arrêté du 22 février 2019 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement général de police de Forest, notamment l'article 10, § 2 ;

Considérant qu'il y a lieu, dans un souci d'ordre public, de régler les conditions d'affichage sur les panneaux installés à cet effet sur le territoire de la commune, en ayant égard aux pratiques en usage dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les élections européennes, législatives et régionales auront lieu le 9 juin 2024 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les incidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité et à la propreté publiques ;

Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichage peut être faite en tenant compte du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein d'au moins deux assemblées concernées par le scrutin du 9 juin 2024 ;

DECIDE,

Article 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet d'organiser l'affichage électoral sur le territoire communal lors des élections européennes, législatives et régionales, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires supérieures, notamment le Règlement général de police, l'arrêté du 22 février 2019 pris par le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'article 27.5 du Code de la Route (limitation du stationnement de remorques et véhicules publicitaires).

Article 2 – Définitions

Par « publicité électoral » , il faut entendre toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis aux élections.

Par « affichage électoral » , il faut entendre l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électoral.

Article 3 – Dispositions concernant l'affichage électoral

§ 1er - Principes

L'affichage électoral est interdit sur la voie publique à l'exception des panneaux prévus exclusivement à cet effet.

Par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, ceux-ci sont installés de manière à couvrir les différents quartiers de la commune, au plus tard 30 jours avant le scrutin.

L'affichage sur les panneaux électoraux est effectué par le personnel communal désigné à cette fin. Il ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

Il est interdit d'apposer des affiches électorales ou autres supports de propagande électorale sur les propriétés et les biens privés sans l'autorisation du propriétaire.

Ne sera pas apposée toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§ 2 - Zones réservées

A chaque emplacement de panneaux d'affichage électoral :

- 12 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;
- 1 panneau est réservé aux partis ou groupes politiques qui ne sont pas représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin.

§ 3 - Opérations de collage

Chaque parti ou groupe politique souhaitant voir ses affiches apposées sur les panneaux d'affichage électoral désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au Secrétariat communal, dans les délais fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le représentant désigné doit communiquer la disposition précise des affiches souhaitée ; celle-ci doit correspondre réalistement à l'espace attribué.

Le représentant désigné peut demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

En cas de détérioration d'affiches, il appartient au représentant de chaque liste d'en avertir le Secrétariat communal et de fournir un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir à leur remplacement ; il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais.

§ 4 - Réclamations

Les réclamations portant sur l'application du présent règlement doivent être introduites devant le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Aucune réclamation ne sera admise si les affiches n'ont pas été remises au Secrétariat communal dans les délais impartis.

Article 4 – Diffusion

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire du présent règlement sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

Article 5 – Sanctions

§ 1er - Les affiches apposées en violation du présent règlement et ce, notamment, en cas de détérioration par « surcollage » ou ajout d'inscriptions, seront enlevées par le personnel communal aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables.

§ 2 - Les panneaux d'affichage électoral étant assimilés à du mobilier urbain, toute détérioration de ceux-ci pourra entraîner l'application des sanctions inscrites dans le Règlement général de police, sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal et de toute autre législation.

§ 3 - Sans préjudice des dispositions du Règlement général de police, des instructions des autorités et des dispositions du présent article, toute infraction au présent règlement pourra être sanctionnée par une amende administrative de maximum 350,00 €, à charge des contrevenants ou, à défaut, des éditeurs responsables.

Algemene zaken - Verkiezingen van 9 juni 2024 - Reglement betreffende de voorwaarden van aanplakking op verkiezingsborden - Herziening.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 26 maart 2019 herzien;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Algemeen Politierglement van Vorst, met name artikel 10;

Overwegende dat het, met het oog op de openbare orde, noodzakelijk is om de voorwaarden van aanplakking op de borden die daartoe geïnstalleerd werden op het grondgebied van de gemeente te reglementeren, gezien de gangbare praktijken in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen plaats zullen vinden op 9 juni 2024;

Overwegende dat het noodzakelijk is om maatregelen te treffen teneinde incidenten inzake verkiezingsaanplakking te vermijden en inbreuken op de openbare rust en netheid te voorkomen;

Overwegende dat de ruimten voor aanplakking billijk verdeeld kunnen worden door rekening te houden met het feit of de politieke groep of partij op dit ogenblik al dan niet vertegenwoordigd is in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen van 9 juni 2024 betrekking op hebben;

BESLUIT,

Artikel 1 - Voorwerp

Het huidige reglement heeft als doel de verkiezingsaanplakking op het gemeentelijke grondgebied te organiseren tijdens de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen, onverminderd de hogere wettelijke of reglementaire bepalingen, inzonderheid het Algemeen Politierglement, het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of artikel 27.5 van het Verkeersreglement (beperking van het parkeren van aanhangwagens en reclamevoertuigen).

Artikel 2 – Definities

Onder “verkiezingsreclame” verstaat men elke expressievorm met als voorwerp propaganda in naam van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen voor de verkiezingen.

Onder “verkiezingsaanplakking” verstaat men het aanbrengen, op vaste of mobiele dragers, van documenten of andere vermeldingen, in eender welke vorm, die verkiezingsreclame materialiseren.

Artikel 3 – Bepalingen betreffende de verkiezingsaanplakking

§1 – Principes

Verkiezingsaanplakking op de openbare weg is verboden, behalve op de borden die uitsluitend daartoe zijn voorzien.

Per beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen worden deze borden zo geplaatst dat de verschillende wijken van de gemeente gedekt worden, en dit ten laatste 30 dagen voor de verkiezingen.

De affiches op de verkiezingsborden worden aangeplakt door het gemeentepersoneel dat daartoe wordt aangesteld. In geen geval mag dit gebeuren door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort, ongeacht of deze door de kandidaten of vertegenwoordigers van enige lijst gemachtigd werd of niet.

Het is verboden verkiezingsaffiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op privé-eigendommen en -goederen zonder de toelating van de eigenaar.

Zal niet worden aangeplakt elke affiche waarvan de inhoud in overtreding is met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

§ 2 – Voorbehouden zones

Op elke plaats voor borden voor verkiezingsaffiches:

- worden er 12 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de politieke partijen of fracties die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;
- wordt er 1 bord, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de politieke fracties of partijen die niet vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben.

§ 3 – Aanplakking

Iedere partij of fractie die haar affiches wil laten aanplakken op de verkiezingsaanplakingsborden duiden een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches neer te leggen op het Gemeentesecretariaat binnen de termijnen die door het College van Burgemeester en Schepenen werden vastgelegd.

De aangeduide vertegenwoordiger moet de precieze schikking van de gewenste affiches meedelen; deze moet op realistische wijze in overeenstemming zijn met de toegekende ruimte.

De aangeduide vertegenwoordiger mag een nieuwe aanplakking vragen, voor zover deze aanvraag naar behoren wordt verantwoord.

In het geval van beschadiging van affiches is het aan de vertegenwoordiger van iedere lijst om er het Gemeentesecretariaat van op de hoogte te brengen en een voldoende aantal affiches te bezorgen om te voorzien in hun vervanging; er wordt zo snel mogelijk overgegaan tot een nieuwe aanplakking.

§ 4 – Klachten

Klachten betreffende de toepassing van huidig reglement moeten worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Er zal geen enkele klacht worden aanvaard indien de affiches niet binnen de gestelde termijnen werden overhandigd aan het Gemeentesecretariaat.

Artikel 4 – Verspreiding

Naast de maatregelen inzake aanplakking zoals bedoeld in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet wordt een exemplaar van dit reglement verzonden naar elke lijst die kandidaten voordraagt voor de verkiezingen, op het adres van de zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft ingediend.

Artikel 5 – Sancties

§ 1 - De affiches die met inbreuk op dit reglement worden aangebracht en dit, inzonderheid, in geval

van beschadiging door “overplakken” of toevoegen van opschriften, zullen worden weggehaald door het gemeentepersoneel op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

§ 2 - Aangezien de verkiezingsborden worden gelijkgesteld met stadsmeubilair, kan elke beschadiging ervan leiden tot de toepassing van de sancties ingeschreven in het Algemeen Politierglement van Vorst, ongeacht de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek en van elke andere wetgeving.

§ 3 - Ongeacht de bepalingen van het Algemeen Politierglement, de instructies van de overheden en de bepalingen van dit artikel kan elke inbreuk op het huidige reglement bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 350,00, ten laste van de overtreders of, bij gebrek daaraan, van de verantwoordelijke uitgevers.

5 **Affaires générales - Charte de bonne conduite - Élections simultanées du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand du 9 juin 2024 et élections communales du 13 octobre 2024 – Résolution du conseil communal.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Règlement général de police de Forest ;

Vu le Règlement communal relatif à l'affichage électoral ;

Considérant que tous les candidats aux élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, et aux élections communales sont tenus au respect des dispositions normatives ici rappelées ;

Considérant, cependant, que le strict respect de ces dispositions ne garantit pas pour autant des campagnes électorales fondées sur la loyauté, le respect réciproque entre candidats et le respect de l'ensemble des habitants de la commune, qu'ils soient ou non électeurs ;

Considérant que l'ensemble des groupes politiques entendent faire du débat électoral un modèle de campagne propre à l'occasion de laquelle sera toujours privilégié le débat d'idées ;

Considérant que les différents groupes s'engagent à s'abstenir de toute attaque personnelle émanant de leurs candidats ou militants à l'égard des différents candidats aux élections, que cela soit sous la forme de tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux ;

Considérant qu'il s'indique également d'éviter de faire pression sur les commerçants de la commune pour qu'ils prennent parti pour tel ou tel candidat ou pour telle ou telle liste ;

Considérant, en effet, qu'il est difficile pour les commerçants ou prestataires de service d'opposer une fin de non-recevoir lorsqu'ils sont sollicités pour exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux des affiches de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale de relayer, une propagande électorale;

Considérant que ceci est de nature à les placer dans une situation inconfortable car en cédant à de telles demandes, parfois pressantes, ils risquent de s'exposer à l'hostilité d'une partie de leur clientèle, d'exercer leur activité dans un moindre confort et que ceci peut avoir des effets négatifs sur l'exercice de leur activité professionnelles tant pendant la campagne électorale qu'ultérieurement ;

Considérant qu'au regard de la liberté d'expression et d'association, il ne peut être question pour le conseil communal de prendre un règlement interdisant une telle forme d'expression publique ;

Considérant, par contre, que rien ne lui interdit de prendre acte des engagements univoques et

solennels pris par les groupes politiques qui le composent ainsi que par les candidats têtes de listes qui les représentent lors des élections ;

EN CONSEQUENCE : Le Conseil communal de Forest :

Prend acte que les différents groupes politiques qui composent le conseil communal s'engagent à :

- veiller à ce que leurs candidats et militants s'abstiennent de toute attaque personnelle à l'égard des différents candidats aux élections que cela soit sous la forme de tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux.

- à ne procéder à aucune démarche auprès des commerçants et des prestataires de service aux fins d'exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux tout support électoral (tracts, photos, images, messages, affiches, ...) tel que prévu dans la législation sur les dépenses électorales de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale aux fins de relayer, une propagande électorale.

Prend acte que la tête de liste de chaque liste s'engage à veiller pour l'ensemble des candidats et militants de sa liste aux principes exprimés au paragraphe 1^{er} ;

Invite les têtes de liste des listes non représentées au conseil communal à s'engager à respecter le présent accord ;

Charge la Secrétaire communale de transmettre la présente charte aux têtes de liste de chaque liste non représentée ou non siégeant au conseil communal.

[BA1]N'est pas encore passé pour ces élections ci

Algemene Zaken – Handvest voor goed gedrag – Gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement van 9 juni 2024 en gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 – Gemeenteraadsbesluit.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het Algemeen Politierglement van Vorst;

Gelet op het gemeentereglement betreffende de verkiezingsaanplakking;

Overwegende dat alle kandidaten voor de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, alsook voor de gemeenteraadsverkiezingen verplicht zijn de hier nogmaals aangehaalde wettelijke bepalingen na te leven;

Overwegende echter dat de strikte naleving van deze bepalingen geen waarborg is voor verkiezingscampagnes gebaseerd op loyaliteit, wederzijds respect tussen kandidaten en respect voor het geheel van de inwoners van de gemeente, ongeacht of ze al dan niet kiezers zijn;

Overwegende dat het geheel van de politieke fracties van het verkiezingsdebat een model van eigen campagne willen maken ter gelegenheid waarvan het ideologische debat steeds de voorkeur zal krijgen;

Overwegende dat de verschillende fracties er zich toe verbinden af te zien van elke persoonlijke aanval afkomstig van hun kandidaten of militanten ten aanzien van de verschillende kandidaten voor de verkiezingen, ongeacht of dit gebeurt in de vorm van pamfletten, openbare toespraken of eender welke vorm van meningsuiting, in het bijzonder op de sociale netwerken;

Overwegende dat het tevens aangewezen is te vermijden om druk uit te oefenen op de handelaars van de gemeente opdat ze partij zouden trekken voor een bepaalde kandidaat of voor een bepaalde lijst;

Overwegende dat het voor de handelaars of dienstverleners immers moeilijk is om nee te zeggen wanneer ze verzocht worden om in hun etalages of in hun handelszaken of kantoren affiches op te hangen van een bepaalde kandidaat of van een bepaalde lijst of op algemenere wijze verkiezingspropaganda te voeren;

Overwegende dat dit van die aard is hen in een oncomfortabele situatie te plaatsen want door te zwichten voor dergelijke, soms uitdrukkelijke verzoeken, lopen ze het risico zich bloot te stellen aan de vijandige houding van een deel van hun cliënteel, hun activiteit in minder comfortabele omstandigheden uit te oefenen en dat dit negatieve gevolgen kan hebben op de uitoefening van hun beroepsactiviteit zowel tijdens de verkiezingscampagne als later;

Overwegende dat met het oog op de vrijheid van meningsuiting en vereniging, er voor de gemeenteraad geen sprake kan zijn om een reglement in te voeren dat een dergelijke vorm van openbare meningsuiting verbiedt;

Overwegende daarentegen dat niets hem verbiedt akte te nemen van de eenduidige en plechtige verbintenissen aangegaan door de politieke fracties die er deel van uitmaken alsook door de kandidaten lijsttrekkers die hen vertegenwoordigen tijdens de gemeenteraadsverkiezingen;

BIJGEVOLG: De Gemeenteraad van Vorst:

Neemt akte van het feit dat de verschillende politieke fracties die deel uitmaken van de gemeenteraad er zich toe verbinden:

- erover te waken dat hun kandidaten en militanten afzien van elke persoonlijke aanval ten aanzien van de verschillende kandidaten voor de verkiezingen, ongeacht of dit gebeurt in de vorm van pamfletten, openbare toespraken of eender welke vorm van meningsuiting, in het bijzonder op de sociale netwerken.

- om de handelaars en dienstverleners in geen geval te benaderen met als doel in hun etalages of in hun handelszaken of kantoren enige verkiezingsreclame (folders, foto's, afbeeldingen, berichten, affiches, ...), zoals voorzien in de wetgeving inzake verkiezingsuitgaven, van een bepaalde kandidaat of van een bepaalde lijst op te hangen of op algemenere wijze verkiezingspropaganda te voeren.

Neemt akte van het feit dat de lijsttrekker van iedere lijst er zich toe verbindt om voor het geheel van de kandidaten en militanten van zijn lijst toe te zien op de naleving van de principes uitgedrukt in paragraaf 1.

Verzoekt de lijsttrekkers van de lijsten die niet vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad om de huidige overeenkomst na te leven;

Belast de Gemeentesecretaris met het overmaken van dit handvest aan de lijsttrekkers van iedere lijst die niet vertegenwoordigd is of niet zetelt in de gemeenteraad.

Sanctions administratives - Administratieve sancties

6 Sanctions administratives - Règlement Général de Police - Modifications techniques.

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 04 février 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune de Forest ;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités ;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public ;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013 les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics ;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional ;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

- À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° les mots "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "Collège des Bourgmestre et Echevins" ;
 - 2° les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique" sont remplacés par les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique".

- À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "le retrait administratif" sont remplacés par les mots "l'abrogation administrative" ;
 - 2° dans le paragraphe 2, les mots "350 euros" sont remplacés par les mots "500 euros".

- Aux articles 5 et 6, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".

- À l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans les paragraphes 1er et 2, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
 - 2° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".

- À l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans le paragraphe 1er, les mots "au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur" sont remplacés par "à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur" ;
 - 2° dans les paragraphes 1er, 2 et 3, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
 - 3° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation

SAC”.

- À l’article 9, §1er, les mots “de retrait” sont remplacés par les mots “d’abrogation”.

- L’article 120 est remplacé par ce qui suit :

“Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d’accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l’article 3, 1° et 2° de la loi SAC.”.

- L’article 121 est remplacé par ce qui suit :

“Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d’accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l’article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi.”.

- À l’article 122, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

ARRETE :

Article 1er - Adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police de la commune de Forest et sa version consolidée tel que repris en annexe à l'arrêté ;

Article 2 - Le Règlement entre en vigueur le 1er mai 2024.

Administratieve sancties - Algemeen Politierglement - Technische wijzigingen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 4 februari 2020 tot goedkeuring van het Algemeen Politierglement van de gemeente Vorst;

Gelet op de wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden; deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag;

Overwegende dat administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten aanzien van ordeverstoorers te verkleinen;

Dat sinds de goedkeuring van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties de gemeentelijke administratieve sancties aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

Overwegende dat in 2020 een geharmoniseerde tekst van het politierglement voor de 19 gemeenten

van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in werking is getreden;

Dat dit document tot doel had het werk van de politieagenten van de politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren, en de leesbaarheid en begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen;

Overwegende dat de wet van 11 december 2023, die op 8 januari 2024 in werking getreden is, technische wijzigingen aanbrengt in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikelen van het Algemeen Politiereglement moeten worden gewijzigd:

- In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "College van Burgemeester en Schepenen";

2° de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering" worden vervangen door de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de "GAS-wet" genoemd, of elke andere specifieke reglementering".

- In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "administratieve intrekking" vervangen door de woorden "administratieve opheffing";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "500 euro".

- In de artikelen 5 en 6 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

- In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 en 2 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder" vervangen door "aan elke houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent";

2° in paragraaf 1, 2 en 3 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 9, §1, worden de woorden "intrekking" vervangen door de woorden "opheffing".

- Artikel 120 wordt vervangen door het volgende:

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd de protocolakkoorden gesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de GAS-

wet".

- Artikel 121 wordt vervangen door het volgende:

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning."

- In artikel 122 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT,

Artikel 1 – De wijzigingen aan het Algemeen Politiereglement van de gemeente Vorst en haar geconsolideerde versie, zoals hernomen in bijlage bij het besluit, aan te nemen:

Artikel 2 – Het Reglement treedt in werking op 1 mei 2024.

4 annexes / 4 bijlagen

7 **Sanctions administratives – Désignation d'agents constatateurs communaux pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, et plus particulièrement l'article 21, §1 ;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales dispose que : "*Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes : (...) les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal ...*" ;

Considérant que Messieurs Anthony BURATTI et Omar OUERTANI, assistants, répondent aux conditions minimales fixées par le Roi et ont suivi la formation adéquate visée à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 ;

DECIDE :

De désigner Messieurs Anthony BURATTI et Omar OUERTANI, assistants, pour dresser constat en cas d'infraction aux articles du Règlement Général de Police qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives.

Administratieve sancties – Aanstelling van gemeentelijke vaststellende ambtenaren om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politiereglement in

overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21, §1;

Gelet op het KB van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: "*De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...) de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld ...*";

Overwegende dat de heren Anthony BURATTI en Omar OUERTANI, assistenten, beantwoorden aan de door de Koning vastgestelde minimumvoorwaarden en de gepaste opleiding bedoeld in artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 hebben gevolgd;

BESLIST:

De heren Anthony BURATTI en Omar OUERTANI, assistenten, aan te stellen om vaststellingen te doen in geval van inbreuken op de artikelen van het Algemeen Politiereglement die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

2 annexes / 2 bijlagen

Sécurité civile - Civiele bescherming

8 Sécurité civile - Police administrative - Ordre public - Ordonnance de police - Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 133 alinéa 2, 134 §1 et 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 23 février 2023 portant sur la systématisation des contrôles d'identité pour raisons de sécurité publique durant la période du 23 février au 23 avril 2024, jointe au dossier ;

Attendu que l'article 134 §1 précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion";

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer ladite Ordonnance en application de l'article 134 §1 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE,

De confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 23 février 2023 portant sur la systématisation des contrôles d'identité pour raisons de sécurité publique durant la période du 23 février au 23 avril 2024.

Civiele veiligheid - Bestuurlijke politie - Openbare orde - Politieverordening - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 2e lid, 134 §1 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester met het oog op het stelselmatig uitvoeren van identiteitscontroles om redenen van openbare veiligheid gedurende de periode van 23 februari tot en met 23 april 2024, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet de Burgemeester de bevoegdheid geeft "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de genoemde Verordening moet worden bekrachtigd met toepassing van artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De Politieverordening van de Burgemeester met het oog op het stelselmatig uitvoeren van identiteitscontroles om redenen van openbare veiligheid gedurende de periode van 23 februari tot en met 23 april 2024 te bekrachtigen.

1 annexe / 1 bijlage

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

9 Tutelle CPAS - Approbation du Budget 2024 du CPAS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1&2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 15 février 2024, arrêtant le budget de l'exercice 2024 du CPAS ;

Vu l'article 112 bis § 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant le budget de l'exercice 2024 est parvenue à l'Administration Communale de Forest le 19 février 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 29 janvier 2024;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 15 février 2024 arrêtant le budget de l'exercice 2024 du CPAS, en fixant la dotation communale au montant de 20.801.276,38 €.

Toezicht OCMW - Goedkeuring van de Begroting 2024 van het OCMW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1&2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 15 februari 2024, waarin de begroting van het dienstjaar 2024 van het OCMW vastgelegd werd;

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2024 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 19 februari 2024;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 29 januari 2024;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 15 februari 2024 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2024 van het OCMW, waarbij de gemeentedotatie wordt vastgesteld op 20.801.276,38 €.

14 annexes / 14 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Intergénérationnel - Intergenerationeel

10 Intergénérationnel -Seniors – Tarif des repas et boissons pour les centres pour Seniors de la commune de Forest.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 8 octobre 2019 portant règlement-redevances sur le tarif des repas et des boissons pour les centres récréatifs pour personnes retraitées (CRPR) ;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à une adaptation des prix des boissons afin de s'approcher du prix de revient facturé à la commune ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 17 alinéa 1^{er} et l'article 118 alinéa 1^{er} ;

DÉCIDE :

De modifier avec effet au 1^{er} mars 2024 le règlement-redevances « seniors – tarif des repas et boissons » qui s'établira comme repris en annexe.

Intergenerationele zaken - Senioren – Tarief voor maaltijden en dranken in de centra voor senioren van de gemeente Vorst.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 8 oktober 2019 houdende retributiereglement betreffende het tarief van maaltijden en dranken voor de recreatiecentra voor gepensioneerden;

Overwegende dat er overgegaan moet worden tot een aanpassing van de prijzen van de dranken teneinde de werkelijke prijs gefactureerd aan de gemeente te benaderen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 17, 1^e lid en artikel 118, 1^e lid;

BESLIST,

Het retributiereglement “senioren – tarief voor maaltijden en dranken” met inwerkingtreding op 1 maart 2024 te wijzigen, dat eruit zal zien zoals opgenomen in bijlage.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable 2 Cités – Opération H.1 « Neerstalle 110, création de 5-6 logements adaptés PMR » - Marché de service CQD2Cités-2024_S01 – Marché « mission d’auteur de projet relative à la construction d’un immeuble à appartements adaptés aux PMR chaussée de Neerstalle 110-114 » - Approbation des conditions, du mode de passation du marché et du cahier spécial des charges.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 38, §1^{er}, 1^o b) et f) :

Art. 38. § 1er. Le pouvoir adjudicateur peut appliquer une procédure concurrentielle avec négociation dans les cas suivants : 1^o pour les travaux, fournitures ou services remplissant un ou plusieurs des critères suivants : [...]

b) ils incluent la conception ou les solutions innovantes; [...]f) le montant estimé du marché hors taxe sur la valeur ajoutée est inférieur aux montants fixés par le Roi ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 90 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 *Cités* ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du CQD 2 *Cités* ;

Considérant l'opération H.1 « *Neerstalle 110, création de 5 à 6 logements adaptés PMR* » du programme du Contrat de quartier durable 2 *Cités*, laquelle prévoit la construction d'un immeuble à appartements de 5 à 6 logements, dont au moins trois sont adaptés aux PMR et assimilés à du logement social, sur le terrain sis chaussée de Neerstalle 110-114, parcelle cadastrée portant la référence 21384D0248/00F003 ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la construction de l'immeuble susmentionné ;

Considérant que le montant estimé pour le présent marché s'élève à 208.000,00 € HTVA, soit 251.680,00 € 21% de TVA compris ;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché et de sa nature, il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation, conformément à l'article 38, §1^{er}, 1° b) et f) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges pour un marché de service référencé *CQD2Cités-2024_S01*, établi par le service Revitalisation des quartiers et la Régie foncière, ayant pour objet « Mission d'auteur de projet relative à la construction d'un immeuble à appartements adaptés aux PMR chaussée de Neerstalle 110-114 », joint en annexe ;

Considérant qu'un montant de 31.200,00 € HTVA, soit 37.752,00 € TVA comprise, équivalent à 15% de l'estimation du présent marché est également prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus ;

Considérant que le montant nécessaire pour couvrir l'ensemble de ces dépenses, soit 239.200,00 € HTVA, soit 289.432,00 € TVAC, sera inscrit à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024, sous réserve de l'approbation du budget 2024 par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités* inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvement pour le fonds de subsides » du budget de l'exercice 2024.

Considérant qu'entre 3 et 5 candidats seront sélectionnés au terme de la première phase du marché et seront invités à remettre offre pour la seconde phase ;

Considérant que, conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, à l'exception de celui qui sera désigné dans le cadre du présent marché, se verra proposer une indemnité forfaitaire de

5.000,00 €, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attribution ;

Considérant que, s'agissant d'une indemnité, le régime TVA n'est pas d'application ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires sera inscrit à l'article 93011/122-48/92 « Indemnités pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2024, sous réserve de l'approbation du budget 2024 par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités* inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE :

(sous réserve de l'approbation du budget 2024 par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle)

D'approuver le lancement du marché de service ayant pour objet « Mission d'auteur de projet relative à la construction d'un immeuble à appartements adaptés aux PMR chaussée de Neerstalle 110-114 » ;

De choisir la procédure concurrentielle avec négociation comme mode de passation du marché ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges référencé *CQD2Cités-2024_S01* rédigé par le service Revitalisation des quartiers et la Régie foncière et joint en annexe, régissant notamment les conditions de passation et d'exécution du marché ayant pour objet « Mission d'auteur de projet relative à la construction d'un immeuble à appartements adaptés aux PMR chaussée de Neerstalle 110-114 » ;

D'approuver l'estimation de 208.000,00 € HTVA, soit 251.680,00 € 21% de TVA compris, pour ce marché de service ;

D'approuver qu'un montant de 31.200,00 € HTVA, soit 37.752,00 € 21% de TVA compris, équivalent à 15% de l'estimation du présent marché soit prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus ;

D'inscrire cette dépense de 239.200,00 € HTVA, soit 289.432,00 € TVAC, à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités* inscrit à l'article 93011/995-52/92 « Prélèvement pour le fonds de subsides » du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

D'approuver l'indemnisation forfaitaire de 5.000,00 €, conformément aux conditions du marché, de chaque soumissionnaire, à l'exception de celui qui sera désigné dans le cadre du présent marché, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attribution, s'agissant d'une indemnité, le régime TVA n'est pas d'application ;

D'inscrire cette dépense à l'article 93011/122-48/92 « Indemnités pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités* inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget de l'exercice 2024 ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

**Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract 2 Cités – Operatie H.1
“Neerstalsesteenweg 110, bouw van 5-6 woningen aangepast voor PBM” – Opdracht voor
diensten CQD2Cités-2024_01 – “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de bouw
van een appartementsgebouw aangepast voor mensen met beperkte mobiliteit
Neerstalsesteenweg 110-114” – Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze van de opdracht en
bijzonder bestek.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, §1, 1° b) en f):

Art. 38. § 1. De aanbestedende overheid kan in de volgende gevallen gebruik maken van een mededingingsprocedure met onderhandeling :1° met betrekking tot werken, leveringen of diensten die aan één of meer van de volgende criteria voldoen :[...]

b) ze bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen;[...])f) het geraamde bedrag van de opdracht zonder belasting over de toegevoegde waarde is lager dan de bedragen bepaald door de Koning;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 Cités;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC “2 Cités” met 6 maanden;

Overwegende de operatie H.1 “*Neerstalsesteenweg 110, bouw van 5 à 6 woningen aangepast voor PBM*” van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 Cités, die voorziet in de bouw van een appartementsgebouw met 5 à 6 woningen, waarvan er minstens drie zijn aangepast voor PBM en gelijkgesteld aan sociale huisvesting, op het terrein gelegen aan de Neerstalsesteenweg 110-114, perceel gekadastrerd met referentie 21384D0248/00F003;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werken voor de bouw van bovenstaand gebouw;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 208.000,00 € excl. btw, of 251.680,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat gelet op de raming van de opdracht en de aard ervan, wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via mededingingsprocedure met onderhandeling, overeenkomstig artikel 38, §1, 1° b) en f) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende het bijzonder bestek voor een opdracht voor diensten met referentie *CQD2Cités-2024_S01*, opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken en de Grondregie, met als voorwerp “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de bouw van een appartementsgebouw aangepast voor mensen met beperkte mobiliteit Neerstalsesteenweg 110-114”, als bijlage;

Overwegende dat er tevens een bedrag van 31.200,00 € excl. btw, of 37.752,00 € btw inbegrepen, wat overeenkomt met 15% van de raming van de huidige opdracht, voorzien is om de prijsherzieningen en andere eventuele onvoorziene kosten op te vangen;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is om al deze uitgaven te dekken, zijnde 239.200,00 € excl. btw, of 289.432,00 € incl. btw, zal worden ingeschreven op artikel 93011/722-60/92 “Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2024, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot *DWC 2 Cités* ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 “Overboeking voor het subsidiefonds” van de begroting voor het begrotingsjaar 2024.

Overwegende dat er na afloop van de eerste fase van de opdracht 3 à 5 kandidaten geselecteerd zullen worden en uitgenodigd om een offerte in te dienen voor de tweede fase;

Overwegende dat, overeenkomstig de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, met uitzondering van de inschrijver die in het kader van deze opdracht wordt aangeduid, een forfaitaire vergoeding van 5.000,00 € zal ontvangen, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft behaald met betrekking tot de gunningscriteria;

Overwegende dat, aangezien het om een vergoeding gaat, het btw-stelsel niet van toepassing is;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de vergoeding van de door de inschrijvers ingediende offertes zal worden ingeschreven op artikel 93011/122-48/92 “Vergoedingen voor andere prestaties” van de gewone dienst van de begroting 2024, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid.

Overwegende dat deze uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot *DWC 2 Cités* ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 “Overboekingen op het gewone reservefonds” van de begroting van het begrotingsjaar 2024;

BESLIST:

(onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid)

Goedkeuring te verlenen aan de uitschrijving van de opdracht voor diensten met als voorwerp “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de bouw van een appartementsgebouw aangepast voor mensen met beperkte mobiliteit Neerstalsesteenweg 110-114”;

Te kiezen voor de mededingingsprocedure met onderhandeling als gunningswijze van de opdracht;

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek met referentie *CQD2Cités-2024_S01* opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken en de Grondregie en toegevoegd als bijlage, dat met name de gunnings- en uitvoeringsvoorwaarden regelt van de opdracht met als voorwerp “Opdracht van projectontwerp met betrekking tot de bouw van een appartementsgebouw aangepast voor PBM Neerstalsesteenweg 110-114”;

Goedkeuring te verlenen aan de raming van 208.000,00 € excl. btw, of 251.680,00 € incl. 21% btw, voor deze opdracht voor diensten;

Goed te keuren dat een bedrag van 31.200,00 € excl. btw, of 37.752,00 € incl. 21% btw, gelijk aan 15% van de raming van deze opdracht, voorzien is om de prijssherzieningen en andere eventuele onvoorziene kosten op te vangen;

Deze uitgave van 239.200,00 € excl. btw, of 289.432,00 € incl. btw, in te schrijven op artikel 93011/722-60/92 “Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot *DWC 2 Cités* ingeschreven op artikel 93011/995-52/92 “Overboeking voor het reservefonds” van de buitengewone begroting van het begrotingsjaar 2024;

Goedkeuring te verlenen aan de forfaitaire vergoeding van 5.000,00 €, overeenkomstig de opdrachtvoorwaarden, van elke inschrijver, met uitzondering van de inschrijver die in het kader van deze opdracht wordt aangeduid, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft bepaald met betrekking tot de gunningscriteria; aangezien het om een vergoeding gaat, is het btw-stelsel niet van toepassing;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 93011/122-48/92 “Vergoedingen voor andere prestaties” van de gewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het *DWC 2 Cités* ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 “Overboekingen op het gewone reservefonds” van de begroting van het begrotingsjaar 2024;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

14 annexes / 14 bijlagen

12 **Revitalisation des quartiers – ABY / Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque) – Marché de travaux (CSC 2023-T-001) – Attribution – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

Considérant le projet ABY ;

Vu la décision du Conseil Communal du 4 juillet 2023 :

- *D'approuver le cahier des charges N° 2023-T-001 du marché "ABY / Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque)", établi par le bureau d'étude A-practice sprl / mlzd GmbH et la Cellule Revitalisation des quartiers – ABY. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.*
- *D'approuver le montant estimé s'élevant à 19.130.000,00 € htva ou 22.783.000,00 € tvac, auquel il convient d'ajouter 5% et 15% de marge pour couvrir les risques d'évolutions des prix, les révisions et les imprévus, soit un montant de 27.340.440,00 € tvac ;*
- *D'inscrire la dépense à l'article 9307/723-60/84 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;*
- *De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux "ABY / Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque) ;*
- *D'approuver le projet d'avis de marché ayant pour objet « ABY / Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque) » et de le soumettre au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne par le billet de la plateforme E-procurement ;*
- *De financer cette dépense à hauteur de 66,7% par un subside BELIRIS, à 16,9% part un subside DPC, à 8,4% par un subside de la FWB, à 2,4% par un subside FEDER ;*
- *De financer le solde, à savoir 5,9% du montant du marché, soit 1.595.409,70 € tvac, par un emprunt à charge de la Commune ;*
- *De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation ;*

Considérant l'avis de marché relatif au cahier des charges N° 2023-T-001 daté du 8 août 2023, publié au bulletin des adjudications du Moniteur belge le 8 août 2023 et au Journal officiel de l'Union européenne le 11 août 2023 par le billet de la plateforme E-procurement ;

Considérant qu'à l'échéance du délai prévu pour la remise des offres, soit le 6 novembre 2023, trois offres ont été transmises par :

- Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron 41. 5300 Andenne ;
- DENYS nv. Industrieweg 124. 9032 Wondelgem ;
- Monument Vandekerckhove nv. Oostrozebekestraat 54. 8770 Ingelmunster ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 décembre 2023 :

- *D'approuver le rapport d'examen des offres et ses annexes établis en date du 21 décembre 2023 par la Cellule de Revitalisation des Quartiers et l'auteur de projet l'Association Momentanée: APractice sprl / :mlzdGmbH ;*
- *De sélectionner les soumissionnaires Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne ; DENYS Nv. Industrieweg, 124. 9032 Wondelgem et Monument Vandekerckhove nv. Oostrozebekestraat, 54. 8770 Ingelmunster qui répondent aux critères de sélection qualitative ;*
- *De considérer les offres des sociétés Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne ; DENYS Nv. Industrieweg, 124. 9032 Wondelgem et Monument Vandekerckhove nv. Oostrozebekestraat, 54. 8770 Ingelmunster comme en ordre et régulières ;*

- D'attribuer le marché relatif au cahier des charges N° 2023-T-001 « Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque) », à l'entreprise ayant remis l'offre sélectionnée et régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne, pour le montant de commande contrôlé de 18.350.803,51 € hors TVA, soit 21.682.261,89 € TVAC ;
- D'inscrire la dépense de 24.934.601,17 € (TVA comprises + 15% pour couvrir les révisions de prix et imprévus) à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 où le crédit nécessaire est disponible ;
- De financer la dépense à 66,9% soit 16.426.608,94 €, par un subside BELIRIS, à 18,5% soit 4.618.351,45 € par un subside DPC, à 9,2% soit 2.294.231,08 € par un subside de la FWB et à 6,4% soit 1.595.409,70 € par un emprunt à charge de la Commune ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 décembre 2023

- D'approuver le rapport d'examen des offres et ses annexes établis en date du 21 décembre 2023 par la Cellule de Revitalisation des Quartiers et l'auteur de projet l'Association Momentanée: APractice sprl / :mlzdGmbH ;
- De sélectionner les soumissionnaires Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne ; DENYS Nv. Industrieweg, 124. 9032 Wondelgem et Monument Vandekerckhove nv. Oostrozebekestraat, 54. 8770 Ingelmunster qui répondent aux critères de sélection qualitative ;
- De considérer les offres des sociétés Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne ; DENYS Nv. Industrieweg, 124. 9032 Wondelgem et Monument Vandekerckhove nv. Oostrozebekestraat, 54. 8770 Ingelmunster comme en ordre et régulières ;
- D'attribuer le marché relatif au cahier des charges N° 2023-T-001 « Travaux de réhabilitation patrimoniale de l'abbaye de Forest en pôle culturel avec construction d'un bâtiment neuf (bibliothèque) », à l'entreprise ayant remis l'offre sélectionnée et régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit Association momentanée Artes TWT - Artes Woudenberg - Artes Roegiers. rue de Géron, 41. 5300 Andenne, pour le montant de commande contrôlé de 18.350.803,51 € hors TVA, soit 21.682.261,89 € TVAC ;
- D'inscrire la dépense de 24.934.601,17 € (TVA comprises + 15% pour couvrir les révisions de prix et imprévus) à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 où le crédit nécessaire est disponible ;
- De financer la dépense à 66,9% soit 16.426.608,94 €, par un subside BELIRIS, à 18,5% soit 4.618.351,45 € par un subside DPC, à 9,2% soit 2.294.231,08 € par un subside de la FWB et à 6,4% soit 1.595.409,70 € par un emprunt à charge de la Commune.

Heropleving van de Wijken – ABY / Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek) – Opdracht voor werken (BB 2023-T-001) – Gunning – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het project ABY;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2023:

- *Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2023-T-001 voor de opdracht “ABY / Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek)” opgesteld door het studiebureau A-practice sprl / :mlzd GmbH en de cel Heropleving van de Wijken – ABY. De voorwaarden zijn vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten.*
- *Goedkeuring te verlenen aan het bedrag dat geraamd wordt op 19.130.000,00 € excl. btw of 22.783.000,00 € incl. btw, waar nog 5% en 15% marge bijgerekend moet worden om de risico's van evoluties van de prijzen, herzieningen en onvoorziene kosten te dekken, zijnde een bedrag van 27.340.440,00 € incl. btw;*
- *De uitgave in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;*
- *Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken “ABY / Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek)”;*
- *Goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van aankondiging van opdracht met als voorwerp “ABY / Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek)” en ze te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie via het e-Procurement platform;*
- *Deze uitgave voor 66,7% te financieren met een subsidie van BELIRIS, voor 16,9% met een subsidie van de DCE, voor 8,4% met een subsidie van de FWB en voor 2,4% met een EFRO-subsidie;*
- *Het saldo, zijnde 5,9% van het bedrag van de opdracht of 1.595.409,70 € incl. btw, te financieren met een lening ten laste van de gemeente;*
- *Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.*

Overwegende de aankondiging van de opdracht met betrekking tot het bestek nr. 2023-T-001 van 8 augustus 2023, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 8 augustus 2023 en in het Publicatieblad van de Europese Unie van 11 augustus 2023 via het e-Procurement platform;

Overwegende dat er bij het verstrijken van de termijn voor de indiening van de offertes, op 6 november 2023, drie offertes waren ingediend, door:

- Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne;
- DENYS nv – Industrieweg 124 – 9032 Wondelgem;
- Monument Vandekerckhove nv – Oostrozebekestraat 54 – 8770 Ingelmunster;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2023 :

- *Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes en de bijlagen opgesteld op 21 december 2023 door de cel Heropleving van de Wijken en de projectontwerper Association Momentanée A-Practice sprl + :mlzd GmbH;*
- *De inschrijvers te selecteren Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne; DENYS nv – Industrieweg 124 – 9032 Wondelgem en Monument Vandekerckhove nv – Oostrozebekestraat 54 – 8770 Ingelmunster, die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;*

- *De offertes van Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne; DENYS nv – Industrieweg 124 – 9032 Wondelgem en Monument Vandekerckhove nv – Oostrozebekestraat 54 – 8770 Ingelmunster als in orde en regelmatig te beschouwen;*
- *De opdracht met betrekking tot het bestek nr. 2023-T-001 “Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek)” te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend (op basis van de prijs), namelijk Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne, voor het gecontroleerde bedrag van 18.350.803,51 € excl. btw, zijnde 21.682.261,89 € btw inbegrepen;*
- *De uitgave van 24.934.601,17 € (btw inbegrepen + 15% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten te dekken) in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 ‘Aanpassing van gebouwen in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2023, waar het nodige krediet beschikbaar is;*
- *De uitgave voor 66,9%, zijnde 16.426.608,94 euro, te financieren met een subsidie van BELIRIS, 18,5%, zijnde 4.618.351,45 euro, met een subsidie van DCE, 9,2%, zijnde 2.294.231,08 euro, met een subsidie van FWB en 6,4%, zijnde 1.595.409,70 euro, met een lening ten laste van de gemeente;*

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2023:

- Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes en de bijlagen opgesteld op 21 december 2023 door de cel Heropleving van de Wijken en de projectontwerper Association Momentanée A-Practice sprl + :mlzd GmbH;
- De inschrijvers te selecteren Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne; DENYS nv – Industrieweg 124 – 9032 Wondelgem en Monument Vandekerckhove nv – Oostrozebekestraat 54 8770 Ingelmunster, die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;
- De offertes van Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne; DENYS nv – Industrieweg 124 – 9032 Wondelgem en Monument Vandekerckhove nv – Oostrozebekestraat 54 – 8770 Ingelmunster als in orde en regelmatig te beschouwen;
- De opdracht met betrekking tot het bestek nr. 2023-T-001 “Werken voor de erfgoedkundige renovatie van de abdij van Vorst tot culturele pool met de bouw van een nieuw gebouw (bibliotheek)” te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend (op basis van de prijs), namelijk Association Momentanée Artes TWT & Artes Woudenberg & Artes Roegiers – rue de Géron 41 – 5300 Andenne, voor het gecontroleerde bedrag van 18.350.803,51 € excl. btw, zijnde 21.682.261,89 € btw inbegrepen;
- De uitgave van 24.934.601,17 € (btw inbegrepen + 15% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten te dekken) in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 ‘Aanpassing van gebouwen in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2023, waar het nodige krediet beschikbaar is;
- De uitgave voor 66,9%, zijnde 16.426.608,94 euro, te financieren met een subsidie van BELIRIS, 18,5%, zijnde 4.618.351,45 euro, met een subsidie van DCE, 9,2%, zijnde 2.294.231,08 euro, met een subsidie van FWB en 6,4%, zijnde 1.595.409,70 euro, met een lening ten laste van de gemeente.

Culturel - ABY – Protocole d’accord définissant les modalités de coopération en matière de suivi des études et de l’exécution et du contrôle des marchés de travaux entre Beliris et la Commune – Approbation de la Convention – Subside n°3

LE CONSEIL,

Vu l’Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l’Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant que le 1er décembre 2020, Beliris a conclu un protocole avec la commune de Forest, fixant les modalités de mise en œuvre d'une subvention de 9.325.000,00 € à la commune de Forest pour le projet ABY, construction d'un pôle culturel dans l'ancienne abbaye de Forest ;

Considérant que le programme budgétaire de l'avenant actuel n° 15 dd. 09 mai 2023 à l'Accord de Coopération Beliris prévoit, dans son chapitre 3 – CULTURE – SPORTS - PATRIMONIUM un montant supplémentaire de € 9.174.392,74 EUR pour la réalisation du projet «3.32 - Abbaye de Forest (en ce compris les jardins) » ;

Considérant que Beliris souhaite répartir le montant précité sur plusieurs années et a donc conclu un protocole de subvention n°2 avec la commune de Forest pour 5.000.000 € le 13 décembre 2023 et souhaite conclure un protocole de subvention n°3 pour le solde de 4.174.392,74 € en 2024 ;

Considérant le protocole ci-joint, fixant les modalités de coopération entre Beliris et la commune de Forest concernant le 3ième subside d’un montant de € 4.174.392,74 ;

DECIDE :

D’approuver les termes du protocole d’accord fixant les modalités de mise en œuvre d’une subvention complémentaire de 4.174.392,74 € (subside n°3), octroyée par Beliris à la commune de Forest pour le projet ABY, en complément des protocoles conclus en date du 1^{er} décembre 2020 (subside n°1) et du 13 décembre 2023 (subside n°2) ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer le protocole d’accord de coopération.

Heropleving van de Wijken – Renovatie van de abdij van Vorst en haar omvorming tot Culturele Pool - ABY – Protocolakkoord tot bepaling van de samenwerkingsvoorwaarden op het vlak van de opvolging van de studies en de uitvoering en van het toezicht op de opdrachten voor werken tussen Beliris en de Gemeente – Goedkeuring van de Overeenkomst – Subsidie nr. 3

DE RAAD,

Gelet op het Beliris-Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens Bijakten, gesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die verschillende initiatieven voorzien, bestemd om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat Beliris op 01 december 2020 een protocol sloot met de gemeente Vorst waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd van een subsidie van € 9.325.000 aan de gemeente Vorst voor het project ABY, bouw van een culturele pool in de voormalige abdij van Vorst;

Overwegende dat het begrotingsprogramma van de huidige bijakte nr. 15 van 09 mei 2023 bij het Beliris-Samenwerkingsakkoord in zijn hoofdstuk 3 – CULTUUR – SPORT - PATRIMONIUM, een bijkomend bedrag voorziet van € 9.174.392,74 voor het project “3.32 - Abdij van Vorst (tuinen inbegrepen)”;

Overwegende dat Beliris voornoemd bedrag wil spreiden over meerdere jaren en zodoende op 13 december 2023 een subsidieprotocol nr. 2 afsloot met de gemeente Vorst voor € 5.000.000, en in 2024 een subsidieprotocol nr. 3 wil afsluiten voor het saldo van € 4.174.392,74;

Overwegende het bijgevoegde protocol, waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd tussen Beliris en de gemeente Vorst betreffende deze 3de subsidie ten bedrage van € 4.174.392,74;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het protocolakkoord waarbij de uitvoeringsmodaliteiten werden vastgelegd van een bijkomende subsidie van € 4.174.392,74 (subsidie nr. 3), toegekend door Beliris aan de gemeente Vorst voor het ABY-project, toegevoegd aan de protocollen afgesloten op 1 december 2020 (subsidie nr. 1) en 13 december 2023 (subsidie nr. 2);

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het protocolakkoord van samenwerking te ondertekenen.

3 annexes / 3 bijlagen

14 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Wiels Sur Senne - Projet de C1b.2 : Skatepark – Infrabel – Mise à disposition du site – Autorisation – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance du organique 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu sa décision du 16 mars 2021 d'approuver la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°2 du CQDW, notamment :

(...)

C1b.2 : Infrastructure : ce volet comprend la réalisation des interventions transitoires

prioritaires identifiées dans le premier volet pour un montant de 372.145,80 €.

Considérant que le site du projet C1b.2b Skatepark Charroi, de 570 m² sis rue du Charroi, L50 BK 2.062, désigné sur le plan du Patrimoine SNCB / INFRABEL sous le no. P109600020 parcelle 501. Référence cadastrale de la parcelle : 21007A0009/00V004 appartenant au domaine public d'INFRABEL ;

Considérant que pour la réalisation du projet, et conformément à l'arrêté du gouvernement du 24 novembre 2016 Section 3 – article 4 § 2 °7 7° (l'acquisition de droits personnels d'une durée minimale de neuf ans pour la verdurisation simple et l'embellissement des façades et de l'espace public, et d'une durée minimale de quinze ans pour les autres actes), il est nécessaire d'obtenir une autorisation de 15 ans avec Infrabel pour mener le projet sur leur propriété ;

Considérant qu'INFRABEL pour ce faire propose une autorisation d'occupation précaire d'un bien du domaine public d'Infrabel ;

Considérant que la redevance annuelle d'occupation est fixée à € 1 et est liée à l'indice santé ;

Considérant que l'autorisation d'occupation est accordée pour une durée indéterminée, avec un minimum de 15 ans, prenant cours le jour du dépôt du PU par l'occupant – date de dépôt du PU prévue début septembre 2024.

Vu l'autorisation proposée par Infrabel en annexe ;

DECIDE :

Dans le cadre du projet C1b.2 Skatepark Charroi ;

D'approuver et de ratifier les termes de l'autorisation d'occupation précaire d'un bien du domaine public d'Infrabel ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature l'autorisation ci-annexée.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Project C1b.2: Skatepark – Infrabel – Terbeschikkingstelling van de site – Toelating – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 tot uitvoering van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019 tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het

basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 16 maart 2021 tot goedkeuring van het voorstel tot wijziging van het programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCW, met name:

(...)

C1b.2: Infrastructuur: dit onderdeel omvat de uitvoering van de in het eerste deel vastgestelde prioritaire overgangsmaatregelen voor een bedrag van 372.145,80 €.

Overwegende dat de site voor het project C1b.2b Skatepark Gerij van 570 m², gelegen in de Gerijstraat, L50 BK 2.062, aangeduid op het patrimoniumplan NMBS / INFRABEL onder het nr. P109600020 perceel 501, kadastrale referentie van het perceel 21007A0009/00V004, deel uitmaakt van het openbaar domein van INFRABEL;

Overwegende dat het voor de uitvoering van het project, en in overeenstemming met het besluit van de regering van 24 november 2016 - afdeling 3 - artikel 4 §2^o 7^o (de verwerving van zakelijke rechten voor een duur van minimaal negen jaar voor de eenvoudige groenaanplanting en de verfraaiing van de gevels en de openbare ruimte, en voor een duur van minimaal vijftien jaar voor de andere handelingen), noodzakelijk is om een toelating te verkrijgen voor 15 jaar bij Infrabel om het project uit te voeren op hun eigendom;

Overwegende dat INFRABEL hiervoor een toelating tot preciaire bezetting van een goed van het openbaar domein van Infrabel voorstelt;

Overwegende dat de jaarlijkse bezettingsvergoeding is vastgesteld op € 1 en is gekoppeld aan de gezondheidsindex;

Overwegende dat de bezettingstoelating wordt verleend voor onbepaalde duur, met een minimum van 15 jaar, en ingaat op de datum waarop de bezetter de SV indient – de SV wordt naar verwachting begin september 2024 ingediend;

Gelet op de bijgevoegde toelating die door Infrabel wordt voorgesteld;

BESLIST:

In het kader van het project C1b.2 Skatepark Gerij:

Goedkeuring te verlenen aan en de voorwaarden te bekrachtigen van de toelating tot preciaire bezetting van een goed van het openbaar domein van Infrabel;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van bijgevoegde toelating.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05 mars 2020 octroyant un subside de 2.447.179,84 € pour la mise en œuvre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » ;

Vu la décision du collège communal du 26 novembre 2020 :

D'approuver le projet de programme de la Politique de la Ville par le développement des quartiers (2021-2025) comprenant un diagnostic, les conclusions de ce diagnostic, les fiches projets et les tableaux de synthèse budgétaire, joint au dossier ;

D'introduire ledit projet de programme auprès de la Région Bruxelles-Capitale pour le 15 décembre 2020 au plus tard ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Vu la décision du Conseil Communal du 15 décembre 2020 #007/15.12.2020/A/0010# d'approuver la convention entre la Commune de Forest et la Région, convention portant sur les modalités de mise à disposition à la Commune (bénéficiaire) de la subvention de la Région pour l'exécution du programme pluriannuel Politique de la Ville 2021-2025 ;

Considérant que, en application de l'article 66 de l'Ordonnance de Revitalisation Urbaine 2016, cette convention prévoit la possibilité d'effectuer des modifications au Programme pluriannuel 2021-2025 ;

Considérant l'avis favorable du Comité d'accompagnement régional du 19 novembre 2013 ;

Considérant que certains projets doivent être réajustés selon des nouveaux délais (prolongation de salaires, report d'activités et de projets, etc.), la nouvelle coordination du site de l'Imprimerie et le contexte socio-économique actuel ;

Considérant les actions et opérations du programme et les propositions de modifications résumées ci-dessous :

1° Transfert d'un montant dans l'enveloppe Fonctionnement du projet 6.1. Coordination et communication à l'enveloppe Fonctionnement du projet 1.1 Activation de l'Infrastructure Sportive Hall de sports des primeurs – Acquisition d'Equipements et matériels sportifs ;

2° Actualisation des actions proposées du projet 1.2 Activation de l'Espace Public – Création d'un maillage ludique (Précision des sites ludiques) ;

3° Transfert d'un montant dans l'enveloppe Fonctionnement du projet 6.1. Coordination et communication à l'enveloppe Fonctionnement du projet 1.2 Activation de l'Espace Public – Création d'un maillage ludique;

4° Transfert d'un montant budget de Personnel à Fonctionnement au sein du projet 2.1 Activation des équipements de Quartier via les Opérateurs locaux (les frais de personnel des bénéficiaires délégués passent en frais de fonctionnement + nouvelle coordination) ;

5° Actualisation des actions proposées du projet 2.1 Activation des équipements de Quartier via les

Opérateurs locaux ;

6° Transfert et répartition d'un montant de l'enveloppe Investissement du projet 1.2 Activation de l'Espace Public – Création d'un maillage ludique à l'enveloppe Personnel du projet 1.2 Activation de l'Espace Public – Création d'un maillage ludique et du projet 6.1. Coordination et communication (Prolongation de l'engagement de la coordination de la PdV sur la période de Mise en œuvre et de Suivi de chantier).

Considérant que le service Revitalisation urbaine juge opportun de modifier le Programme pluriannuel 2021-2025 en ce sens ;

Considérant la modification du Programme n°1 et les Fiches Projets à jour en annexe ;

DÉCIDE :

D'approuver la modification de programme N°1 et les Fiches Projets à jour du dossier de base de la Politique de la Ville ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Heropleving van de wijken – Stadsbeleid – Programma 2021-2025 – Goedkeuring van programmawijziging nr. 1 – Aanpassingen van de begroting en het programma.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 maart 2020 tot toekenning van een subsidie van 2.447.179,84 € voor de uitvoering van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid via wijkontwikkeling";

Gelet op de beslissing van het College van 26 november 2020 om:

Het programmaontwerp van het Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (2021-2025) goed te keuren, dat een diagnose, de conclusies van deze diagnose, de projectfiches en de samenvattende begrotingstabellen, bij het dossier gevoegd, bevat;

Dit programmaontwerp ten laatste op 15 december 2020 in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 #007/15.12.2020/A/0010# om goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomst houdende de modaliteiten van terbeschikkingstelling aan de Gemeente (begunstigde) van de subsidie van het Gewest voor de uitvoering van het meerjarenprogramma Stadsbeleid 2021-2025;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 66 van de Ordonnantie Stedelijke Herwaardering (OSH)

2016, deze overeenkomst voorziet in de mogelijkheid om wijzigingen aan te brengen aan het Meerjarenprogramma 2021-2025;

Overwegende het gunstige advies van het gewestelijk begeleidingscomité van 19 november 2013;

Overwegende dat bepaalde projecten moeten worden aangepast aan nieuwe termijnen (verlenging van lonen, uitstel van activiteiten en projecten, ...), de nieuwe coördinatie van de Drukkerijsite en de huidige sociaaleconomische context;

Rekening houdend met de acties en operaties in het programma en de voorgestelde wijzigingen die hieronder worden samengevat:

1° Overdracht van een bedrag in de enveloppe Werking van project 6.1 Coördinatie en communicatie naar de enveloppe Werking van het project 1.1 Activering van de Sportinfrastructuur Sporthal VroegeGroenten – Aankoop van sportuitrusting en sportbenodigdheden;

2° Actualisering van de voorgestelde acties van project 1.2 Activering van de Openbare Ruimte - Vorming van een speelnetwerk (precisering van de speelsites);

3° Overdracht van een bedrag in de enveloppe Werking van project 6.1. Coördinatie en communicatie naar de enveloppe Werking van project 1.2 Activering van de Openbare Ruimte - Vorming van een speelnetwerk;

4° Overdracht van een bedrag uit de begroting Personeel naar Werking binnen 2.1 Activering van de wijkuitrustingen via de lokale operatoren (de personeelskosten van de gemachtigde begunstigden worden overgedragen naar de werkingskosten + nieuwe coördinatie);

5° Actualisering van de voorgestelde acties van project 2.1 Activering van wijkuitrustingen via de lokale operatoren;

6° Overdracht en verdeling van een bedrag van de enveloppe Investering van project 1.2 Activering van de Openbare Ruimte - Vorming van een speelnetwerk naar de enveloppe Personeel van project 1.2 Activering van de Openbare Ruimte - Vorming van een speelnetwerk en project 6.1. Coördinatie en communicatie (Verlenging van de coördinatie van het SB in de periode van uitvoering en opvolging van de werkzaamheden);

Overwegende dat de dienst Stedelijke Herwaardering het geschikt acht het Meerjarenprogramma 2021-2025 in die zin te wijzigen;

Overwegende de programmawijziging nr. 1 en de bijgevoegde bijgewerkte projectfiches;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de programmawijziging nr. 1 en de bijgewerkte projectfiches van het basisdossier Stadsbeleid;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

10 annexes / 10 bijlagen

16 Revitalisation des quartiers – ABY – Buvette temporaire – Demande de renouvellement de projet en 2024

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l'abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Considérant le projet fABrYk et la volonté de faire vivre l'abbaye jusqu'au démarrage des travaux qui

est envisagé à ce jour pour fin septembre 2024 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 25 avril 2019 décidant :

- *D'approuver l'appel à projet « Occupation temporaire et saisonnière du local Atelier de l'abbaye de Forest » ;*

- *D'approuver la procédure de sélection pour l'appel à projet « Occupation temporaire et saisonnière du local Atelier de l'abbaye de Forest » proposée dans l'appel à projet ;*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 mai 2019 décidant :

- *D'approuver la mise à disposition temporaire, à la Famille Dedonder, via une convention, de l'espace nommé « atelier » dans l'abbaye de Forest durant la période allant du 29 mai 2019 au 1er novembre 2019 au plus tard, sous réserve d'approbation de la convention par le Conseil Communal en sa séance du 28 mai 2019.*

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 28 mai 2019 décidant :

- *D'approuver le modèle de convention d'occupation proposé en annexe ;*

- *De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec le candidat sélectionné.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 7 novembre 2019 décidant :

D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2020 ;

D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2020 ;

De soumettre au Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2020 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Conseil communal en date du 17 décembre 2019 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2020 ;*

- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2020 ;*

- *D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17 septembre 2020 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2021 ;*

- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2021 ;*

- *De soumettre au Conseil communal en sa séance du 20 octobre 2020 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.*

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 octobre 2020 décidant :

- *D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2021 ;*

- *D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2021 ;*

• D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31 mars 2022 décidant :

• D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2022 ;

• D'approuver la demande de stockage de matériel dans l'atelier jusqu'à la saison 2022 ;

• De soumettre au Conseil communal en sa séance du 26 avril 2022 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26 avril 2022 décidant :

• D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2022 ;

• D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 9 mars 2023 décidant :

• D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2023 ;

• De soumettre au Conseil communal en sa séance du 18 avril 2023 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Conseil communal en date du 18 avril 2023 décidant :

• D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2023 ;

• D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de la Buvette de l'abbaye de Forest.

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevin en date du 14 mars 2024 décidant :

• D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2024 ;

• De soumettre au Conseil communal en sa séance du 26 mars 2024 la nouvelle convention d'occupation temporaire de l'atelier de l'abbaye de Forest.

Considérant que la Famille Dedonder a occupé les lieux du 15 juin 2019 au 30 Octobre 2023 ;

Considérant que cette occupation s'est déroulée sans encombre et que la convention a été respecté ;

Considérant les investissements réalisés pour ouvrir la buvette par la famille Dedonder ;

Considérant que l'appel à projet prévoyait la possibilité de renouvellement de l'occupation temporaire pour les saisons suivantes après accord du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant la demande, en date du 07/03/2024, la famille Dedonder d'ouvrir la buvette pour la saison 2024 ;

Considérant qu'il n'est pas prévu d'autres occupations dans la buvette d'ici la prochaine saison ;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger la convention pour la mise à disposition de la Buvette pour la

saison 2024 ;

DECIDE :

D'approuver la demande de renouvellement de l'occupation temporaire de la Buvette ABY pour la saison 2024 ;

D'approuver la nouvelle convention d'occupation temporaire de la Buvette de l'abbaye de Forest.

Heropleving van de wijken – ABY – Tijdelijke bar ('buvette') – Aanvraag tot hernieuwing van het project in 2024

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de Abdij van Vorst en haar reconversie tot Culturele Pool (ABY);

Overwegende het project fABrYk en het streven om de abdij levendig te maken tot de start van de werken, die momenteel gepland is voor eind september 2024;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 april 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de projectoproep 'Tijdelijk seizoengebruik van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst';*

- *Goedkeuring te verlenen aan de selectieprocedure voor de projectoproep 'Tijdelijk seizoengebruik van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst', zoals voorgesteld in de projectoproep;*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke terbeschikkingstelling aan de familie Dedonder, via een overeenkomst, van de ruimte genaamd 'werkplaats' in de Abdij van Vorst, gedurende de periode van 29 mei 2019 tot uiterlijk 1 november 2019, onder voorbehoud van de goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad in zijn zitting van 28 mei 2019.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 mei 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst voorgesteld in bijlage;*

- *Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de geselecteerde kandidaat te ondertekenen.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 waarbij werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2020;*

- *De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2020 goed te keuren;*

- *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 17 december 2020.*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 december 2019 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2020;

• De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2020 goed te keuren;

• Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst.

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 september 2020 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2021;

• De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2021 goed te keuren;

• De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 20 oktober 2020.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 oktober 2020 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2021;

• De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2021 goed te keuren;

• Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van het werkplaatslokaal van de Abdij van Vorst.

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 maart 2022 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2022;

• De aanvraag voor materiaalopslag in de werkplaats tot het seizoen 2022 goed te keuren;

• De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 26 april 2022.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 april 2022 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2022;

• Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst.

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 maart 2023 waarbij werd beslist:

• Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2023;

• De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 18 april 2023.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 april 2023 waarbij werd beslist:

• *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2023;*

• *Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de bar van de abdij van Vorst.*

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 maart 2024 waarbij werd beslist:

• *Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2024;*

• *De nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de werkplaats van de abdij van Vorst ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens de zitting van 26 maart 2024.*

Overwegende dat de familie Dedonder de plaats gebruikt heeft van 15 juni 2019 tot 30 oktober 2023;

Overwegende dat dit gebruik probleemloos verliep en dat de overeenkomst nageleefd werd;

Overwegende de investeringen die de familie Dedonder gedaan heeft om de bar te openen;

Overwegende dat de projectoproep voorzag in de mogelijkheid van hernieuwing van het tijdelijk gebruik voor de volgende seizoenen na goedkeuring door het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de vraag van de familie Dedonder op 7 maart 2024 om de bar te openen voor het seizoen 2024;

Overwegende dat er geen ander gebruik van de bar gepland is tot het begin van volgend seizoen;

Overwegende dat het aangewezen is de overeenkomst van terbeschikkingstelling van de bar voor het seizoen 2024 te verlengen;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het verzoek tot hernieuwing van het tijdelijk gebruik van bar ABY voor het seizoen 2024;

Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst van de bar van de Abdij van Vorst.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

17 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2024 - Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1^{er} avril 2024, le budget communal pour l'exercice 2024 ne sera pas voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de avril et mai 2024 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2024 - Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2024 tegen 1 april 2024 niet zal worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST:

Twee voorlopige twaalfden voor de maanden april en mei 2024 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

18 Finances – F.R.B.R.T.C. – Financement Programme « We Pulse ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 4 §4 de l'ordonnance du 08 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésorerie Communales telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 et de l'arrêté du 07 décembre 2023;

Vu le courrier du 12 janvier 2024 reçu de la Région de Bruxelles-Capitale confirmant la convention de prêt d'un montant de 788.692,58 €, remboursable en 10 ans, entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet : Financement du programme « We Pulse »;

DECIDE,

D'adopter les termes de la présente convention de prêt d'un montant de 788.692,58 €, remboursable en 10 ans, entre la commune et le F.R.B.R.T.C. destiné à financer le projet suivant : Financement du programme « We Pulse », ci – annexée ;

De soumettre au Fonds, conformément à l'article 5 de la présente convention :

- Jusqu'à la réalisation complète de l'investissement, un rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement couvert par le prêt octroyé. Ce rapport sera transmis chaque année pour le 31 janvier au plus tard.
- À la réception provisoire : le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. À ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives (décompte final, factures, extraits de compte).

D'autoriser un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé, conformément à l'article 6 de la convention ;

De s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens financés par le prêt pendant la durée de celui-ci sans autorisation préalable du Fonds, conformément à l'article 7 de la présente convention.

Financiën – BGHGT – Financiering Programma "We Pulse".

DE RAAD,

Gelet op artikel 4 §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en door het besluit van 07 december 2023;

Gelet op de brief van 12 januari 2024 ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter bevestiging van de overeenkomst betreffende de lening van een bedrag van 788.692,58 €, terugbetaalbaar in 10 jaar, tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor het project: Financiering Programma "We Pulse";

BESLIST

De onderhavige overeenkomst goed te keuren betreffende de lening van een bedrag van 788.692,58 €, terugbetaalbaar in 10 jaar, tussen de gemeente en het BGHGT, voor de financiering van het volgende project: Financiering Programma "We Pulse", als bijlage;

Aan het Fonds, overeenkomstig artikel 5 van onderhavige overeenkomst, het volgende voor te leggen:

- Tot de volledige verwezenlijking van de investering, een jaarverslag betreffende de vordering van de verwezenlijking van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag moet elk jaar uiterlijk op 31 januari ingediend worden.
- Bij de voorlopige oplevering: de afrekening van alle betalingen die met de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd (eindafrekening, facturen, rekeninguittreksels).

Een vertegenwoordiger van het Fonds toelating te geven om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening, overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst;

Zich ertoe te verbinden de door de lening gefinancierde goederen gedurende de looptijd ervan zonder de voorafgaande toelating van het Fonds niet te vervreemden en evenmin de bestemming ervan te wijzigen, overeenkomstig artikel 7 van de overeenkomst.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

19 Finances - Budget 2024.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2024 ;

DECIDE,

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2024.

Financier - Begroting 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2024;

BESLIST

De gewone en buitengewone begroting 2024 goed te keuren.

8 annexes / 8 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

20 Personnel – Règlement de travail – Obligation de connexion et droit à la déconnexion.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 117 et 119 ;

Vu la loi du 18 décembre 2002 qui étend le champ d'application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail aux administrations locales ;

Vu le règlement de travail de l'administration communale de Forest, adopté en séance du 3 mars 2009, et ses modifications, notamment l'article 23bis concernant le télétravail, adopté en séance du 15 mai 2015 et modifié en séance du 12 novembre 2019 ;

Considérant l'évolution incessante des technologies et le constat du besoin de recourir davantage à des journées de télétravail par certains travailleurs de l'administration dans le but d'offrir une meilleure qualité et productivité ;

Considérant en outre que le recours au télétravail occasionnel a augmenté considérablement depuis la crise sanitaire liée à la propagation du virus Covid-19 ;

Vu l'accord-cadre européen du 22 juin 2020 sur la numérisation du travail, conclu entre les partenaires sociaux européens ;

Considérant notamment que ledit accord-cadre soulève la problématique de la (de)connexion au travail sous ses termes (articles 4.3.1 et 4.3.3) :

« Le CESE est conscient que la culture de la «connexion permanente» et le manque de repos pour les télétravailleurs engendrent d'importants risques physiques et psychosociaux. En raison de la connexion, il devient difficile de respecter les limites entre le travail rémunéré et la vie privée. [...] Le fait d'être connecté en permanence a des conséquences négatives. Ce sont les femmes qui en pâtissent le plus dans la mesure où elles s'occupent généralement des tâches domestiques non rémunérées et de la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou encore de malades alités » ;

Vu en outre l'article 4.3.7 dudit accord-cadre, dans lequel il est souligné que *« en ce qui concerne le droit à la déconnexion, les heures supplémentaires ne constituent pas en soi un problème, pour autant qu'elles respectent les règles fixées, en particulier concernant leur nombre maximal autorisé, et qu'il soit garanti que tous les travaux effectués soient rémunérés conformément au cadre juridique de chaque pays » ;*

Considérant également que la Belgique s'inscrit dans l'approche selon laquelle dans la lutte contre le stress excessif au travail et le burn-out, et dans le cadre des nouvelles formes d'organisation du travail permettant un travail plus flexible, un cadre clair sur l'utilisation d'outils digitaux et la possibilité de déconnexion digitale faisait partie d'une bonne politique des ressources humaines ;

Considérant que cette considération avait déjà donné lieu à la loi du 26 mars 2018 relative au renforcement de la croissance économique et de la cohésion sociale, notamment le chapitre 2 de son titre 2, qui comprend une partie reprenant des dispositions relatives à la concertation sur la déconnexion et l'utilisation des moyens de communication digitaux ;

Vu l'article 15 de la loi précitée, qui précise que ces dispositions s'appliquent aux travailleurs et aux employeurs qui entrent dans le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, et que les administrations publiques locales ne sont dès lors pas concernées ;

Vu en outre l'arrêté royal du 2 décembre 2021 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat concernant le droit à la déconnexion ;

Considérant que ledit arrêté royal règle certains aspects du droit à la déconnexion pour les agents statutaires ainsi que les agents temporaires de l'autorité fédérale, mais n'est pas en soi applicable aux agents des administrations provinciales et locales ;

Considérant qu'il y a lieu de clarifier le cadre de l'obligation de connexion et du droit à la déconnexion pour les agents de l'administration communale, à l'instar du secteur privé et de l'autorité fédérale ;

Vu l'avis motivé n° 2023/045 conclu pour accord entre les autorités et les représentants des organisations syndicales en date du 13 novembre 2023 ;

DECIDE,

D'ajouter un article 23quater au règlement de travail de l'administration communale, comme suit :

Article 23quater : Obligation de connexion et droit à la déconnexion

Section 1^{re} : Obligation de connexion

1. L'agent effectuant du télétravail a l'obligation de rester joignable par voie téléphonique ou digitale pendant ces périodes de télétravail. Ceci est également d'application aux agents appelés à assurer un service de garde ainsi que les ouvriers ayant marqué leur accord pour être rappelés

dans le cas d'urgence, pour autant que ces derniers ne sont pas absents pour raison de congé ou d'incapacité.

2. Dans le cas où des perturbations du réseau téléphonique ou de la connexion numérique ou un dysfonctionnement des outils de télétravail empêcheraient l'agent en télétravail d'exécuter son travail, l'agent concerné se trouve sous la stricte obligation d'en avertir immédiatement et par tous les moyens raisonnables son responsable hiérarchique et de remédier le problème, le cas échéant en faisant appel au service de l'Informatique. Si cela s'avère impossible, l'agent doit mettre fin à sa période de télétravail et se rendre sur le lieu de travail dans les plus brefs délais, sauf instruction contraire de son responsable hiérarchique.

3. Dans le cas de perturbations du réseau téléphonique ou de la connexion numérique ou d'un dysfonctionnement d'éventuels outils de travail, les agents appelés à assurer un service de garde et les ouvriers ayant marqué leur accord pour être rappelés dans le cas d'urgence se trouvent dans la stricte obligation d'en avertir immédiatement et par tous les moyens raisonnablement possible leur responsable hiérarchique et de remédier le problème, le cas échéant en faisant appel au service de l'Informatique. Dans le cas où la perturbation ou le dysfonctionnement ne s'avère pas réparable durant la période de garde prévue, le congé compensant la garde est diminué au prorata.

Section 2 : Droit à la déconnexion

1. L'agent de l'administration communale ne peut être contacté en dehors du temps de travail normal que pour des raisons exceptionnelles et imprévues nécessitant une action qui ne peut attendre la prochaine période de travail normale ou afin de relayer une information dont l'agent contacté doit impérativement être averti avant de commencer cette période de travail, ou s'il est désigné à un service de garde.

Par « temps de travail normal », on entend toutes les périodes pendant lesquelles l'agent est à la disposition de l'administration, y compris les périodes de prestations exceptionnelles.

2. L'agent ne peut subir aucun préjudice s'il ne répond pas au téléphone ou ne lit pas de messages liés au travail en dehors de son temps de travail normal.

Personeel – Arbeidsreglement – Verplichting tot connectie en recht op deconnectie.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117 en 119;

Gelet op de wet van 18 december 2002 die het toepassingsgebied van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen uitbreidt naar de plaatselijke besturen;

Gelet op het arbeidsreglement van het gemeentebestuur van Vorst, aangenomen in zitting van 3 maart 2009, en zijn wijzigingen, inzonderheid artikel 23bis betreffende het telewerken, aangenomen in zitting van 15 mei 2015 en gewijzigd in zitting van 12 november 2019;

Gelet op de aanhoudende technologische ontwikkeling en de vaststelling van de groeiende behoefte van bepaalde werknemers van het bestuur om een beroep te doen op telewerkdagen, met het oog op het aanbieden van een betere kwaliteit en een betere productiviteit;

Overwegende bovendien dat er sinds de gezondheidscrisis verbonden met de verspreiding van het covid-19-virus in toenemende mate een beroep wordt gedaan op occasioneel telewerk;

Gelet op het Europees kaderakkoord van 22 juni 2020 over de digitalisering in de wereld van het werk, gesloten tussen de Europese sociale partners;

Overwegende in het bijzonder dat voornoemd kaderakkoord de problematiek van de (de)connectie met

het werk als volgt bespreekt (artikelen 4.3.1 en 4.3.3):

“Het EESC is zich ervan bewust dat een klimaat waarin van telewerkers wordt verwacht dat zij altijd online bereikbaar zijn (“always on”) en zij niet voldoende rust krijgen, grote fysieke en psychosociale risico’s meebrengt. Onlinewerken maakt dat de grenzen tussen betaald werk en privéleven maar al te gemakkelijk worden overschreden. [...] Het permanent online zijn heeft negatieve gevolgen. Aangezien vrouwen doorgaans de onbetaalde zorg voor het huishouden en de verzorging van kinderen, ouderen en bedlegerige zieken op zich nemen, zijn zij de meest benadeelde partij”;

Gelet tevens op artikel 4.3.7 van voornoemd kaderakkoord, waarin het volgende wordt benadrukt: *“Wat het recht om offline te zijn betreft, wil het EESC benadrukken dat overwerk op zich geen probleem is, op voorwaarde dat de regels, en met name de maximumtijd, in acht worden genomen en alle werkuren overeenkomstig het desbetreffende nationale rechtskader worden uitbetaald”;*

Overwegende dat België aansluit bij de benadering volgens dewelke een duidelijk kader voor het gebruik van digitale hulpmiddelen en de mogelijkheid tot digitale deconnectie deel uitmaakt van een goed humanresourcesbeleid in de strijd tegen excessieve werkstress en burn-out en in het kader van de nieuwe vormen van arbeidsorganisatie die flexibeler werken mogelijk maakt;

Overwegende dat dit reeds aanleiding had gegeven tot de wet van 26 maart 2018 betreffende de versterking van de economische groei en de sociale cohesie, inzonderheid hoofdstuk 2 van titel 2, dat een deel bevat waarin bepalingen aangaande het overleg over deconnectie en het gebruik van digitale communicatiemiddelen staan;

Gelet op artikel 15 van voornoemde wet, dat verduidelijkt dat deze bepalingen van toepassing zijn op de werknemers en de werkgevers die vallen onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, en dat deze bepalingen bijgevolg niet van toepassing zijn op de plaatselijke openbare besturen;

Gelet bovendien op het koninklijk besluit van 2 december 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel betreffende het deconnectierecht;

Overwegende dat voornoemd koninklijk besluit bepaalde aspecten van het deconnectierecht regelt voor de statutaire alsook de tijdelijke personeelsleden van de federale overheid, maar op zich niet van toepassing is op de personeelsleden van de provinciale en lokale besturen;

Overwegende dat het aangewezen is het kader van de connectieplicht en het deconnectierecht voor de personeelsleden van het gemeentebestuur te verduidelijken, in navolging van de private sector en de federale overheid;

Gelet op gemotiveerd advies nr. 2023/045 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakbondsvertegenwoordigingen op 13 november 2023;

BESLIST,

Een artikel 23quater toe te voegen aan het arbeidsreglement van het gemeentebestuur, als volgt:

Article 23quater : Connectieplicht en deconnectierecht

Afdeling 1: Connectieplicht

1. Het personeelslid dat telewerkt heeft de verplichting telefonisch of digitaal bereikbaar te zijn gedurende deze telewerkperiodes. Dit geldt evenzeer voor de personeelsleden die een wachtdienst verzekeren alsook de arbeiders die ermee hebben ingestemd opgeroepen te worden bij noodgevallen, voor zover die laatsten niet afwezig zijn wegens verlof of arbeidsongeschiktheid.

2. In geval van storingen op het telefonienetwerk of van de digitale aansluiting of bij disfunctie van de digitale werkmiddelen het personeelslid verhinderen zijn werk uit te voeren, is het betrokken personeelslid strikt verplicht om zijn hiërarchische verantwoordelijke hier onmiddellijk en via alle redelijke manieren van op de hoogte te stellen en het probleem op te lossen, in voorkomend geval door een beroep te doen op de Informaticadienst. Indien dat onmogelijk blijkt, moet het personeelslid een einde maken aan zijn telewerkperiode en zich zo snel mogelijk naar zijn werkplek begeven, tenzij instructie tot het tegendeel vanwege zijn hiërarchische verantwoordelijke.
3. In geval van storingen op het telefonienetwerk of van de digitale aansluiting of bij disfunctie van de eventuele werkmiddelen, moeten de personeelsleden die geroepen zijn een wachtdienst uit te oefenen, alsook de arbeiders die ermee hebben ingestemd opgeroepen te worden bij noodgevallen, strikt verplicht hier onmiddellijk en via alle redelijke middelen hun hiërarchische verantwoordelijke van op de hoogte te stellen en het probleem op te lossen, in voorkomend geval door een beroep te doen op de Informaticadienst. Indien blijkt dat de storing of de disfunctie niet kan worden hersteld gedurende de voorziene wachtdienst, wordt het verlof ter compensatie van deze wachtdienst naar rato verminderd.

Afdeling 2: Deconnectierecht

1. Personeelsleden van het gemeentebestuur mogen niet worden gecontacteerd buiten de normale werktijden, behalve om uitzonderlijke en onvoorziene redenen die een handeling vereisen die niet kan wachten tot de volgende normale werkperiode, of teneinde inlichtingen te verstrekken waar het personeelslid verplicht van op de hoogte moet worden gebracht vóór het die werkperiode begint, of wanneer het een wachtdienst toegewezen heeft gekregen.
Onder “normale werktijden” moet worden verstaan: elke periode gedurende dewelke het personeelslid ter beschikking staat van het bestuur, met inbegrip van de perioden van uitzonderlijke prestaties.
2. Het personeelslid mag geen nadeel ondervinden indien het, buiten zijn normale werktijd, een telefoonoproep niet beantwoordt of werkgerelateerde berichten niet leest.
3. Telkens als een van zijn leden er volgens de modaliteiten die werden vastgelegd in het huishoudelijk reglement om verzoekt, wordt er in het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk overleg georganiseerd over de deconnectie op het werk en het gebruik van de digitale communicatiemiddelen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

21 Marchés publics – Approbation de la convention transactionnelle Forest/Brass FL 5364.13.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code civil belge, notamment les articles 2044-2058 ;

Considérant que les travaux de rénovation de la salle des machines et de l'ancienne salle de brassage des anciennes brasseries Wielemans-Ceuppens, sis avenue Van Volxem à 1190 Forest (connu sous l'appellation « le BRASS ») ont été réalisés entre juin 2006 et septembre 2008 par l'entreprise MONUMENT VANDEKERCKHOVE ;

Considérant que dans le cadre de l'exécution de ces travaux le différend opposait La Commune de Forest et :

- 1) la s.a. MONUMENT VANDEKERCKHOVE, dont le siège social est établi à 8770 Ingelmunster Oostrozebekestraat 54, inscrite à la BCE sous le numéro 0441.337.825 ;
- 2) la société d'architecture ART & BUILD, dont le siège social est établi chaussée de Waterloo 255 à 1060 Bruxelles ;
- 3) la s.a. ETHIAS, compagnie d'assurance, dont le siège social est établi rue des Croisiers 24 à 4000 Liège ;
- 4) la sprl UNIDAK dont le siège social est établi à 3970 Leopoldsburg, Antwerpsesteenweg, 198, inscrite à la BCE sous le numéro 0830.143.222 ;
- 5) la s.a. IMTECH BELGIUM dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, bld Industriel 28, inscrite à la BCE sous le numéro 0402.969.474 ;
- 6) le SERVICE PUBLIC MOBILITE ET TRANSPORTS, MOBILITE ET SECURITE ROUTIERE, direction de l'infrastructure de transports, dont les bureaux sont établis à 1210 Bruxelles, rue du Progrès 56, cité Atrium (dénommé BELIRIS dans le cadre de la présente convention et de la procédure en cours) ;
- 7) l'association professionnelle ART & BUILD ARCHITECTE dont le siège social est situé à 1060 Bruxelles, chaussée de Waterloo 255 bte 8, inscrite à la BCE sous le numéro 0560.481.638 (dénommée bureau d'architecture ART & BUILD, visée également au point 3 des parties participantes à la présente convention de transaction) ;
- 8) la sprl ORIGIN ARCHITECTURE & ENGINEERING dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, rue des Chartreux 17, inscrite à la BCE sous le numéro 0476.282.866 ;
- 9) l'association de faits LALLEMAND-THILL-VAN HALTEREN-ZIE dont le siège social est situé à 1060 Bruxelles, chaussée de Waterloo 254, inscrite à la BCE sous le numéro 0560.481.638 (dénommée bureau d'architecture ART & BUILD, visée également au point 3 des parties participantes à la présente convention de transaction) ;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de transaction en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

Considérant qu'afin de régler définitivement le différend, il a été convenu que les parties fassent des concessions réciproques énumérées dans la convention FOREST/BRASS FL 5364.13;

DECIDE,

Art.1 : D'approuver la convention transactionnelle FOREST/BRASS FL 5364.13 annexée à la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Overheidsopdrachten – Goedkeuring van de dadingsovereenkomst Forest/Brass FL 5364.13.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, inzonderheid de artikelen 2044-2058;

Overwegende dat de renovatiewerken aan de machinekamer en brouwzaal van de voormalige

brouwerijen Wielemans Ceuppens, gelegen aan de Van Volxemlaan te 1190 Vorst (gekend als BRASS) werden uitgevoerd tussen juni 2006 en september 2008 door de firma MONUMENT VANDEKERCKHOVE;

Overwegende dat er in het kader van de uitvoering van deze werken een geschil bestond tussen de gemeente Vorst en:

- 1) de nv MONUMENT VANDEKERCKHOVE, met maatschappelijke zetel in 8770 Ingelmunster, Oostrozebekestraat 54, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0441.337.825;
- 2) het architectenbureau ART & BUILD, met maatschappelijke zetel in 1060 Brussel, Waterloolaan 255;
- 3) de verzekeringsmaatschappij nv ETHIAS, met maatschappelijke zetel in 4000 Luik, rue des Croisiers 24;
- 4) de bvba UNIDAK, met maatschappelijke zetel in 3970 Leopoldsburg, Antwerpsesteenweg 198, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0830.143.222;
- 5) de nv IMTECH BELGIUM, met maatschappelijke zetel in 1070 Brussel, Industrielaan 28, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0402.969.474;
- 6) de OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER, DG WEGVERVOER EN VERKEERSVEILIGHEID, Directie Vervoersinfrastructuur, waarvan de kantoren gelegen zijn in 1210 Brussel, Vooruitgangsstraat 56, cité Atrium (BELIRIS genoemd in het kader van deze overeenkomst en de lopende procedure);
- 7) de beroepsvereniging ART & BUILD ARCHITECTE, met maatschappelijke zetel in 1060 Brussel, Waterloolaan 255 bus 8, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0560.481.638 (architectenbureau ART & BUILD genoemd, ook beoogd in punt 3 van de partijen die deelnemen aan deze overeenkomst);
- 8) de bvba ORIGIN ARCHITECTURE & ENGINEERING, met maatschappelijke zetel in 1000 Brussel, Kartuizersstraat 17, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0476.282.866;
- 9) de feitelijke vereniging LALLEMAND-THILL-VAN HALTEREN-ZIE, met maatschappelijke zetel in 1060 Brussel, Waterloolaan 254, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0560.481.638 (architectenbureau ART & BUILD genoemd, eveneens beoogd in punt 3 van de partijen die deelnemen aan deze overeenkomst);

Overwegende dat de partijen hebben besloten er in onderling overleg een einde aan te maken door middel van een dading krachtens de artikelen 2044 tot en met 2058 van het Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat, teneinde het geschil definitief te beslechten, werd overeengekomen dat de partijen wederzijdse toegevingen doen opgesomd in de overeenkomst FOREST/BRASS FL 5364.13;

BESLIST,

Art.1: Goedkeuring te verlenen aan de bij deze beraadslaging gevoegde dadingsovereenkomst FOREST/BRASS FL 5364.13, die er integraal deel van uitmaakt.

2 annexes / 2 bijlagen

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

22 Logement - Régie foncière - approbation des budgets 2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que, la commission d'avis conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2024 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d'avis joint en annexe ;

DECIDE

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2024 joints en annexe.

Huisvesting - Grondregie - goedkeuring van de begrotingen 2024

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2024 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het bijgevoegde verslag van de adviescommissie;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de Grondregie voor 2024.

5 annexes / 5 bijlagen

23 Logement - Régie Foncière - Clôture des comptes annuels 2021 – Report du mali de l'exercice 2021 - Approbation.

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier l'article 234 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 octobre 2021 approuvant le budget 2021 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2023 approuvant le tableau des emprunts transférés à la Régie foncière au 1^{er} janvier 2021 ;

Considérant que le compte de résultat de l'exercice 2021 présente un solde négatif de 253.479,57 € ;

Considérant que conformément à l'article 65 de l'arrêté du 6 novembre 2003, si le compte de résultats présente un solde négatif, le Collège des Bourgmestre et Échevins opère soit :

- Par prélèvement sur les réserves;

- Soit après épuisement de celles-ci, la régie peut faire appel à une intervention de la Commune ;

Considérant que les réserves sont constituées au fur et à mesure des exercices bénéficiaires et que la Régie foncière n' a été créée qu'en novembre 2021 ;

Considérant qu'il est proposé de reporter le mali de l'exercice 2021 d'un montant de 253.479,57 € à l'exercice 2022 de la Régie foncière de Forest ;

Considérant que la tutelle administrative régionale est informée de l'opération de ce report ;

DECIDE :

D'approuver le report du mali de l'exercice 2021 d'un montant de 253.479,57 € à l'exercice 2022 ;

De clôturer les comptes annuels de l'exercice 2021 de la Régie foncière de Forest.

Huisvesting - Grondregie – Afsluiting van de jaarrekeningen 2021 – Overdracht van het tekort voor het dienstjaar 2021 – Goedkeuring.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de

Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 oktober 2021 waarin de begroting 2021 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2023 waarin de tabel van de op 1 januari 2021 aan de Grondregie overgedragen leningen werd goedgekeurd;

Overwegende dat de resultatenrekening van het dienstjaar 2021 een negatief saldo vertoont van 253.479,57 €;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 65 van het besluit van 6 november 2003, indien de resultatenrekening een negatief saldo vertoont, het College van Burgemeester en Schepenen van het gemeentebedrijf overgaat tot:

- ofwel een afname op de reserves;

- ofwel mag het gemeentebedrijf na uitputting van deze laatste een tussenkomst aanvragen bij de gemeente;

Overwegende dat de reserves worden gevormd naargelang de winstgevende jaren en dat de Grondregie pas in november 2021 werd opgericht;

Overwegende dat de Grondregie voorstelt het tekort voor het dienstjaar 2021 van 253.479,57 € over te dragen naar het dienstjaar 2022 van de Grondregie van Vorst;

Overwegende dat de gewestelijke administratieve toezichthoudende overheid in kennis is gesteld van deze overdracht;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overdracht van het tekort voor het dienstjaar 2021 ten bedrage van 253.479,57 € naar het dienstjaar 2022;

De jaarrekeningen van het dienstjaar 2021 van de Grondregie van Vorst af te sluiten.

10 annexes / 10 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

24 **Prévention – Allocation Ex-Contrat de Sécurité et de Société 2023 - Transfert total du subsidie à la zone de police compris dans la quote-part communale - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Forest bénéficie d'une aide financière dans le cadre de l'Ex-Contrat de Sécurité et de Société (Ex-CSS) depuis plusieurs années ;

Vu l'Arrêté royal du 01 octobre 2023 relatif à l'octroi d'une allocation destinée à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2023 ;

Considérant que pour l'exercice 2023, un montant 483.134,94 € (quatre cent quatre-vingt-trois

mille cent trente-quatre euros et nonante-quatre cents) est octroyé à la commune de Forest à titre de financement de l'ex-contrat de sécurité et de société ;

Attendu que cette intervention financière est transférée totalement à la zone de police ;

Considérant qu'une avance de 70% du subsidie, soit une somme de 338.194,46 € est déjà payée à la commune de Forest ;

DECIDE :

D'approuver le transfert total d'un montant de 483.134,94 € de l'allocation ex-contrat de sécurité et de société 2023 compris dans la quote-part communale obligatoire au fonctionnement de la zone de police.

Preventie – Toelage gewezen veiligheids- en samenlevingscontract 2023 – Volledige overdracht van de subsidie aan de politiezone inbegrepen in het aandeel van de gemeente – Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Vorst sinds enkele jaren financiële steun geniet in het kader van het gewezen veiligheids- en samenlevingscontract;

Gelet op het Koninklijk besluit van 01 oktober 2023 betreffende de toekenning van een toelage in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2023;

Overwegende dat voor het dienstjaar 2023 een bedrag van 483.134,94 € (vierhonderddrieëntachtigduizend honderdvierendertig euro en vierennegentig cent) wordt toegekend aan de gemeente Vorst als financiering voor het gewezen veiligheids- en samenlevingscontract;

Overwegende dat deze financiële tussenkomst volledig overgedragen wordt aan de politiezone;

Overwegende dat een voorschot van 70% van de subsidie, zijnde een bedrag van 338.194,46 €, reeds aan de gemeente Vorst werd uitgekeerd;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de volledige overdracht van het bedrag van 483.134,94 € van de toelage van het gewezen veiligheids- en samenlevingscontract 2023 inbegrepen in het verplichte aandeel van de gemeente voor de werking van de politiezone.

2 annexes / 2 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Culture NL - Cultuur NL

25 Culture et Événements – Recomposition de la Commission du Conseil Culturel de Forest – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande sur la politique culturelle locale et la décision ultérieure du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 septembre 2008 concernant la création d'un Conseil culturel néerlandophone et d'une Commission culturelle néerlandophone forestois ;

Considérant l'approbation par le Conseil communal du 5 juillet 2011 des modifications proposées pour le règlement interne de ce Conseil culturel;

Vu l'article 15 du règlement interne, indiquant les catégories des membres de la Commission culturelle néerlandophone de Forest ainsi que le quota de membres par catégorie ;

Vu l'accord du Conseil communal du 2 juillet 2019 concernant la composition de la Commission culturelle néerlandophone durant la législation actuelle ;

Considérant que depuis lors plusieurs membres ont démissionné et que par conséquent, un appel à candidatures a été diffusé publiquement entre le 22 décembre 2023 et le 10 janvier 2024, à la suite de quoi une habitante intéressée a posé sa candidature ;

Considérant que, lors de sa réunion du 28 février 2024, la Commission culturelle a émis un avis favorable sur cette candidate ;

Considérant que par conséquent la recomposition suivante est proposée, indiquant les membres qui démissionnent et les membres qui remplaceraient :

Maximum six représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de professionnel :

- WIELS - représentant Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - représentant Kristof Lauwers
- Membre démissionnant : Joki vzw – représentante Heidi Casier (incorporé par Wiegwijs vzw)
- Nouveau membre : Wiegwijs vzw – représentante Lianne Heirman

Maximum quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de bénévole :

- 105 Besme - représentante Tania Nasielski
- TW Classics - représentant Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - représentante Mathilde Oechsner
- Jolifanto vzw - représentant Kevin Leers

Maximum quatre habitants de la commune, ayant une expertise culturelle :

- Soren Stecher-Rasmussen
- Patrice Luwel
- Silke Quateau
- Nouveaux membre : Houda Ben Azzouz

Vu l'article 16 du règlement interne du Conseil culturel néerlandophone de Forest, indiquant que cette recomposition doit être soumise à l'approbation du Conseil communal ;

DECIDE :

De prendre acte de la recomposition de la Commission culturelle néerlandophone de Forest pendant la durée du plan culture (jusque fin 2025), suivant ainsi l'avis positif de la Commission culturelle :

Quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de professionnel :

- WIELS - représentant Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - représentant Kristof Lauwers
- vzw Wiegwijs - représentante Lianne Heirman

Quatre représentants des associations et organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest, travaillant avec des employés avec un statut de bénévole :

- 105 Besme - représentante Tania Nasielski
- TW Classics - représentant Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - représentante Mathilde Oechsner
- vzw Jolifanto - représentante Kevin Leers

Quatre habitants de la commune, ayant une expertise culturelle :

- Soren Stecher-Rasmussen
- Patrice Luwel
- Silke Quateau
- Houda Ben Azzouz

Cultuur en Evenementen – Hersamenstelling Adviescommissie Cultuur Vorst – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het daarop aansluitende besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2012;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 september 2008 betreffende de oprichting van een Nederlandstalige Cultuurraad en een Nederlandstalige Cultuurcommissie in Vorst;

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 van de voorgestelde wijzigingen voor het intern reglement van deze Cultuurraad;

Gelet op artikel 15 van het intern reglement, waarin de categorieën van leden van de Nederlandstalige Cultuurcommissie van Vorst alsook het aantal leden per categorie worden vastgelegd;

Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad van 2 juli 2019 houdende de samenstelling van de Nederlandstalige Cultuurcommissie voor deze legislatuur;

Overwegende dat een aantal leden sindsdien ontslag heeft genomen en daarom van 22 december 2023 tot 10 januari 2024 een openbare oproep voor nieuwe kandidaten is verspreid, waarbij één geïnteresseerde inwoner zich heeft aangemeld;

Overwegende dat de Cultuurcommissie op 28 februari 2024 een gunstig advies heeft uitgebracht over deze kandidaat;

Overwegende dat bijgevolg de volgende hersamenstelling wordt voorgelegd, met aanduiding van de ontslagnemende en de vervangende leden:

Maximaal zes vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS - vertegenwoordiger Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - vertegenwoordiger Kristof Lauwers
- Ontslagnemend lid: Joki vzw – vertegenwoordiger Heidi Casier (overgenomen door vzw Wiegwijs)
- Nieuw lid: Wiegwijs vzw - vertegenwoordiger Lisanne Heirman

Maximaal vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met vrijwilligers:

- 105 Besme - vertegenwoordiger Tania Nasielski
- TW Classics - vertegenwoordiger Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - vertegenwoordiger Mathilde Oechsner
- vzw Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers

Maximaal vier inwoners van de gemeente, met culturele expertise:

- Soren Stecher-Rasmussen
- Patrice Luwel
- Silke Quateau
- Nieuw lid: Houda Ben Azzouz

Gelet op artikel 16 van het intern reglement van de Nederlandstalige Cultuurraad van Vorst waarin wordt gesteld dat deze hersamenstelling ter goedkeuring dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad;

BESLIST:

Akte te nemen van de hersamenstelling van de Nederlandstalige Cultuurcommissie van Vorst voor de duur van het cultuurplan (tot eind 2025), en daarmee het positieve advies van de Cultuurcommissie op te volgen:

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS - vertegenwoordiger Benoit De Wael
- LD3 vzw MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Motorhoofd en Bergland - vertegenwoordiger Kristof Lauwers
- vzw Wiegwijs - vertegenwoordiger Lisanne Heirman

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en werken met vrijwilligers:

- 105 Besme - vertegenwoordiger Tania Nasielski
- TW Classics - vertegenwoordiger Karel Coninx
- Oudercomité Sint-Augustinus - vertegenwoordiger Mathilde Oechsner
- vzw Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers

Vier inwoners van de gemeente, met culturele expertise:

- Soren Stecher-Rasmussen
- Patrice Luwel
- Silke Quateau
- Houda Ben Azzouz

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

26 **Question orale relative aux actes à caractère antisémites répertoriés à Forest (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)- report du 20/02/2024**

Madame la Présidente,

Chers collègues,

Le conflit au Proche-Orient suscite tension et inquiétude entre les communautés présentes au sein de notre commune. Je reçois régulièrement des témoignages de personnes inquiètes de l'assimilation qui est faite de leur origine juive et de l'évolution du conflit israélo-palestinien suite aux crimes odieux commis par le Hamas le 7 octobre 2023.

Chacun sait que la communauté juive est régulièrement prise pour cible. Notre commune est malheureusement loin d'en être exempte. Rappelez-vous qu'en 2018, notre institution démocratique a été salie par une croix gammée sur un bulletin de vote, des affiches électorales ont également été marquées de ce symbole lourd de sens. En 2022, avons dû déplorer la dégradation d'une tombe juive du cimetière communal.

- Pourriez-vous me renseigner sur le nombre de tags, propos, actes de vandalisme à caractère antisémite constatés sur le territoire communal, dans l'espace public, les bâtiments communaux et les écoles en 2022 et 2023 ?

- Combien de constats d'infractions ont été dressés ?

D'avance merci pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over antisemitische daden in Vorst (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)- uitstel van 20/02/2024

Mevrouw de Voorzitster,

Beste collega's,

Het conflict in het Midden-Oosten veroorzaakt spanning en bezorgdheid onder de gemeenschappen in onze gemeente. Ik krijg regelmatig berichten van mensen die zich zorgen maken over de assimilatie van hun Joodse afkomst en de evolutie van het Israëliisch-Palestijnse conflict na de gruwelijke misdaden van Hamas op 7 oktober 2023.

We weten allemaal dat de Joodse gemeenschap regelmatig het doelwit is. Helaas blijft onze gemeente verre van gevrijwaard. Vergeet niet dat in 2018 onze democratische instelling werd bezoedeld door een hakenkruis op een stembiljet, en verkiezingsaffiches werden ook gemerkt met dit

veelbetekenende symbool. In 2022 viel de beschadiging van een Joods graf op de gemeentelijke begraafplaats te betreuren.

- Kunt u mij vertellen hoeveel antisemitische tags, opmerkingen en daden van vandalisme werden vastgesteld in de gemeente, in de openbare ruimte, gemeentelijke gebouwen en scholen in 2022 en 2023?

- Hoeveel vaststellingen van overtredingen zijn er opgesteld?

Bij voorbaat dank voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

1 annexe / 1 bijlage